Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1715

Artikel: Les raisons de changer : le dur désir de durer
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009261

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le dur désir de durer

Il faut se remémorer l'état du paysage médiatique helvétique à l'époque du lancement de *Domaine Public*. Les grands journaux d'information sont alors plus portés à refléter le point de vue des autorités qu'à manier l'analyse critique. Quant aux journaux partisans, ils veillent à raffermir les convictions de leurs lecteurs. Le journalisme d'investigation balbutie encore, l'éclairage de la vie économique se fait à la lampe de poche. *DP*, animé par une équipe de bénévoles, peut alors prétendre tout à la fois offrir une information originale et un regard critique non partisan.

Quand en 1971 disparaît *Le Peuple-La Sentinelle*, dernier quotidien de parti en Suisse romande, *DP* devient hebdomadaire afin de mieux coller à l'actualité. C'est alors la création d'un poste rémunéré de rédacteur permanent, indispensable pour soutenir la production régulière à un tel rythme.

En quarante ans, le visage de la presse et des médias en général a profondément changé. Les journaux partisans ont disparu. La presse généraliste ouvre maintenant ses colonnes aux points de vue les plus divers, radio et télévision multiplient les débats. Rythme et qualité de l'information sont aujourd'hui plus élevés, même si le traitement de l'actualité politique obéit trop souvent aux règles du divertissement et de la personnalisation. Quant à l'Internet, il permet l'accès en tous temps à une multiplicité de sources. *DP* a intégré ce nouveau mode de communication: présent sur la toile dès 1999, il inaugure un site interactif en automne 2005.

Pourtant ces adaptations successives ne suscitent pas l'écho attendu et n'empêchent pas une lente érosion de notre lectorat. Elles mettent aussi en évidence les limites de l'amateurisme: soutenir le rythme hebdomadaire, couvrir un éventail de thèmes suffisamment large, éditer un journal tout en animant un site Internet original, tout cela met à rude épreuve l'équipe de rédaction.

Alors, plutôt que de vivoter quelques années encore, *DP* fait le choix d'abandonner le papier et ses contraintes de parution pour se centrer sur l'Internet. Car, nous en sommes convaincus, à côté des puissants médias, prisonniers de la publicité qui les nourrit et de la pensée formatée, il y a place pour une opinion indépendante des intérêts économiques et des simplifications partisanes. Face aux certitudes d'un libéralisme réduit à l'adoration du marché, il ne suffit pas de marteler les idéaux de la gauche et de se barricader sur la ligne Maginot des acquis. Donner un contenu concret à ces idéaux, les traduire en adéquation avec les problèmes d'aujourd'hui et de demain, implique le débat et la prise de risque intellectuelle. C'est une nouvelle étape que nous vous proposons.

Jean-Daniel Delley

Traverser à nouveau la Sarine

Pas d'images ni de course aux scoops: c'est ainsi que *Domaine Public* défend sa position de journal de gauche réformiste sur le marché des médias depuis 43 ans. Dans les années 1980, en Suisse alémanique, des journalistes politiques l'appréciaient comme une alternative aux quotidiens romands, car plus substantiel, plus fouillé, avec des signatures de spécialistes et de personnalités politiques, et surtout sans œillères idéologiques. En effet, *Domaine Public* n'a pas simplement embouché les trompettes de la gauche, mais a élaboré sa propre position. Encore aujourd'hui, les rédacteurs invitent les lecteurs à réfléchir: existe-t-il une issue au débat politicien trop souvent stérile? Y a-t-il une troisième voie ou une approche nouvelle à un problème qui se discute déjà ailleurs? Sans préjugés, *Domaine Public* regarde au-delà des frontières de la Suisse occidentale. Ce n'est pas un hasard si dans les années 1990 déjà, *Domaine Public* entamait une réflexion sur le service public, pour sortir du face-à-face stérile entre étatistes et partisans du marché. Ce n'est pas un hasard non plus si l'un de ses rédacteurs fait partie du groupe de personnalités qui, à Genève, a demandé avec obstination la réforme des institutions pour tenter de surmonter des affrontements rituels - avec succès, comme on l'a appris par la décision récente du parlement genevois.

Cela dit, lorsqu'on demande aujourd'hui à des journalistes politiques alémaniques ce qu'ils pensent de *Domaine Public*, on a peu de réponse. Une rapide enquête, qui ne prétend pas être représentative, me laisse penser que outre Sarine *Domaine Public* est tombé dans l'oubli. D'ailleurs comment un petit journal spécialisé romand pourrait encore susciter l'intérêt lorsqu'on sait que même les principales publications de la Suisse occidentale se trouvent de plus en plus rarement sur les bureaux des journalistes alémaniques? Pour des raisons budgétaires, plusieurs quotidiens régionaux ont supprimé leur abonnement à *24heures*, *La Tribune de Genève*, *Le Matin* ou *L'Hebdo*; seul le journal suprarégional *Le Temps* est encore lu. Soyons justes: ces mesures d'économies concernent également des publications alémaniques. Mais soyons aussi honnêtes: les comptes rendus reflétant la vie de toutes les régions du pays ne sont plus considérés comme une obligation presque citoyenne dans les rédactions. La focalisation croissante sur la politique fédérale n'est pas étrangère au fait que la vie romande est perçue comme moins importante en Suisse alémanique. Autrefois, les Zurichois s'intéressaient davantage aux élections vaudoises qu'à celles de Saint-Gall; aujourd'hui - en forçant un peu le trait - les deux événements passent plus ou moins inaperçus.

Evidemment, *Domaine Public* a perdu du terrain depuis que les journaux ont coupé le cordon ombilical avec les partis politiques et que des publications comme *Le Temps* se sont partiellement transformées en forums d'opinion. Pourtant, on ne peut pas ne pas s'inquiéter de voir *Domaine Public* s'essouffler dans la même année où *20 Minutes* et ses informations «fast-food» ont franchi le «Röstigraben». Il faut donc espérer que de nouvelles forces reprennent le flambeau de *Domaine Public* et fassent entendre leur voix des deux côtés de la Sarine.

Denise Lachat Pfister

Correspondante en Suisse romande de St. Galler Tagblatt, Basler Zeitung, Bund, Zürcher Landzeitung, Landbote Winterthur, NZZ am Sonntag.